

Le discours du trône mentionne que l'âge du vote sera ramené à 18 ans. Je crois que ce changement est opportun et inévitable. Nos jeunes gens sont toujours plus instruits; nous avons la télévision, l'école gratuite dans tout le Canada. Il n'est plus exact de dire qu'un homme n'est pas mûr avant 21 ans. A 18 ans nos jeunes gens n'auront pas l'expérience de ceux de 21 ans, mais si nos jeunes de 18 ans ont étudié l'histoire, la politique et les affaires civiques ils seront aussi capables que la plupart des gens de se former une opinion politique. Si un garçon de 18 ans a l'âge voulu pour servir son pays en temps de guerre, je pense qu'il a l'âge voulu pour voter en temps de paix. J'appuierai la mesure quand la Chambre en sera saisie. Nos jeunes se marient plus tôt et gagnent leur vie. Il me semble absurde qu'une jeune personne mariée n'ait pas son mot à dire sur le régime fiscal et le coût de la vie. Puissent ces jeunes voter avec la maturité d'esprit que donnent les loisirs consacrés à se tenir au courant des affaires mondiales.

Cela dit, je signale aux députés que le discours du trône ne me réjouit pas tellement, car il passe sous silence plusieurs problèmes nationaux urgents. Je ne suis pas diplômé en économie de Harvard, mais j'estime qu'un certain degré d'inflation fait partie de notre régime économique actuel. La hausse des prix, on le sait, résulte d'une économie croissante. Seule l'inflation désordonnée nous inquiète, mais je me demande si les efforts accomplis jusqu'à présent pour contenir l'inflation au Canada sont appropriés. Avons-nous adopté la bonne attitude? Nos économistes et les responsables des questions fiscales ont toujours affirmé: «Lorsqu'il y a une dépression aux États-Unis, il doit y en avoir une au Canada, et quand l'économie est en expansion aux États-Unis, elle doit aussi l'être au Canada.» Je doute que cela soit nécessairement vrai.

● (4.00 p.m.)

Le Canada est fortuné parmi les nations du monde, car il a encore des terres vierges, d'énormes richesses naturelles, de grandes rivières et des eaux pures, de vastes sources de minéraux, d'huile et même de bois. Même à cela, je ne suis pas du tout certain que nous réagissons sagement à l'inflation. Si nous acceptions plus souvent l'avis de ceux qui ont réussi en affaires, de ceux qui ont étudié les problèmes économiques de l'industrie minière

ou agricole, nous pourrions peut-être résoudre nos difficultés économiques à l'avantage du Canada. J'irais peut-être jusqu'à dire que nous n'investissons pas assez dans nos propres entreprises immobilières l'argent que nous gagnons durement. A ce sujet, je ne puis être d'accord avec le NPD, présentement en congrès à Winnipeg. Comme d'habitude, ce parti s'en prend aux États-Unis, dépistant la meute. Il blâme les États-Unis pour tous nos problèmes. S'il faut investir des capitaux dans notre pays, il n'y a aucune raison de ne pas les prendre ici. Nous sommes un des pays les plus riches du monde, non seulement du point de vue des ressources naturelles inexploitées, mais aussi du produit national brut, qui atteint 60 milliards de dollars. Pourquoi ne pas nous serrer la ceinture un peu. Nous mangeons trop et nous buvons sans doute à l'excès. Si nous investissions un peu de ce superflu, nous nous rapprocherions des Japonais, non pas en réduisant les salaires ou en rabaisant le niveau de vie, mais en retournant au travail avec des outils canadiens, de l'intelligence et de la modération. Je ne parle pas de cette modération qui consiste à ralentir les affaires, à réduire les heures de travail ou à retenir les salaires négociés. Nous devrions économiser pour investir et assurer notre prospérité future.

A propos, il pourrait y avoir un danger grave à plafonner les prix et les salaires à moins de s'assurer des secteurs de l'économie qui en seront touchés. Imposer des restrictions aux groupes qui ont berné le gouvernement jusqu'à obtenir des majorations de 30 p. 100, c'est très bien, mais qu'advient-il des pauvres hères qui n'ont pas reçu d'augmentations? Des fonctionnaires qui travaillent encore pour une maigre pitance dans un pays réputé riche, prospère et prévoyant? Ce serait une honte de geler leurs salaires et de ne rien faire pour enrayer la hausse des prix.

Parmi ceux qui criaient de stabiliser les salaires, sans doute y en avait-il qui voulaient toucher leur 30 p. 100 supplémentaire tout en laissant ceux qui n'ont pas encore mis leur budget à flot se dépêtrer dans les mêmes vieilles difficultés. Ces gens nous donnent des conseils et ce sont les derniers que nous devrions écouter. Nous avons entendu cet après-midi un discours très intéressant sur l'économie, et l'orateur n'était rien de moins que docteur en économie de l'Université d'Alberta. Voilà le type d'après qui les députés sont trop bien payés. Ils le seraient s'ils